

Deuxièmement, le positionnement qui, précisément, sera adopté par l'armée, toutes composantes confondues, en cas, notamment, de dérapage des manifestations populaires. Provenant pour la plupart de couches sociales défavorisées – classes moyennes, dans le meilleur des cas –, les nouveaux chefs militaires, s'ils ne manifestent aucune inclination pour la chose politique stricto sensu, ne sont pas déconnectés, loin s'en faut, de la réalité sociale. La dégradation actuelle de la situation dans le pays ayant tendance à devenir chronique, elle ne pourra, à cet égard, que les interpeller. Il est permis d'imaginer que les forces armées refuseraient de réprimer d'éventuelles manifestations populaires. Sans se mettre en situation de rébellion explicite vis-à-vis des instances politiques légales, les nouveaux

chefs militaires, pressentant une situation de chaos fatal au pays, agiraient identiquement aux forces armées égyptiennes.

Troisièmement, le degré de détermination affichée par les Etats-Unis et la France pour faire pression sur le régime algérien en le poussant à entreprendre le processus de réformes politiques souhaité. De toute évidence, la pression ne viendra pas du côté français. Ce sont les Etats-Unis qui pourraient le plus contribuer à accélérer le cours des choses. Certes, la direction prise par les événements en Libye peut conduire les autorités américaines à infléchir leur pression sur l'Algérie, mais ce serait purement conjoncturel. Autrement, les Etats-Unis, pour agir en pareil cas, disposent d'un modèle théorisé, celui de «la Révolution pacifique», déjà expérimenté dans des

démarches de destitution de chefs d'Etat contestés, en Serbie et dans les pays situés dans «l'étranger proche» de la Russie, la Géorgie et l'Ukraine. Lisez, attentivement, l'ouvrage de référence de l'Américain Gene Sharpe, intitulé *From Dictatorship to democracy*. Ce ne sont pas tant les références philosophiques qui requièrent l'attention que le mode opératoire, savamment décrit. A l'exception du Venezuela où le modèle a été mis en difficulté par le président Hugo Chavez, partout ailleurs les dictateurs ciblés sont tombés.

Au total, deux cas de figure et non pas trois peuvent être envisagés à propos de l'évolution prévisible de la situation en Algérie. Un scénario de violence, en premier lieu, dans le cas où le statu quo actuel persiste. Pour éviter cette issue funeste, et ce serait le deuxième scéná-

rio, il est indispensable d'entamer la transformation pacifique du système. Le système ne paraissant ni résolu à se réformer ni capable de le faire, l'incapacité des élites traditionnelles à agir sur la réalité étant, par ailleurs, avérée, la cristallisation des contradictions risque, cependant, d'imposer, inexorablement, la rue comme arbitre final du processus en cours. En vérité, le second scénario, celui du dénouement pacifique, est cité juste pour mémoire. C'est le premier scénario, celui de la violence, qui a le plus de chances de se vérifier. Il faut espérer, seulement, que la violence qui l'accompagnera n'ait pas raison de la pérennité du pays, c'est-à-dire de la cohésion de la société algérienne et de l'intégrité du territoire algérien.

Alger, 21 mars 2011  
M. C. M.

# Pour en finir avec le chômage des diplômés

Depuis quelques décennies, on assiste à la montée de ce phénomène jusque-là inconnu, qui accable plus ou moins fortement beaucoup de pays du sud comme du nord de la planète. C'est en effet une anomalie de notre époque. Auparavant, le diplôme consacrant un cycle d'éducation et de formation était un bon passeport pour accéder à l'exercice d'un métier ou d'une façon plus large, pour être armé à affronter «le métier d'homme». Quelle est la cause de l'actuel chômage des diplômés ? Est-ce la faute à l'école qui a failli ? Est-ce la faute aux employeurs qui ne savent pas, ou ne veulent pas faire de la place aux jeunes ?

Si on pense qu'il s'agit d'un problème économique, un rapide diagnostic peut être proposé. Selon que les pays ont une économie développée ou une économie sous-développée, les thérapies seront différentes.

- Pour les pays riches, depuis les années 1970, l'automation, la robotisation, l'informatisation, ont eu tendance à «chasser l'emploi» de la production de biens ou de services. Quelqu'un a même écrit que c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité que l'homme est devenu inutile dans les processus de production. Depuis donc ce «divorce» entre croissance économique et emploi, des politiques publiques fleurissent pour tenter à la fois de faire créer davantage d'emplois par les économies ; et aussi pour mieux façonner les jeunes aux changements dans les métiers d'une nouvelle économie (employabilité). Autrement dit, les «politiques d'emplois» ne se contentent plus de l'effet automatique de la croissance sur l'emploi que peut résumer la formule «créer des entreprises, vous créez des emplois». Des mesures plus volontaristes sont imaginées pour inciter les entrepreneurs à créer davantage d'emplois (par tout un dispositif d'aides financières et d'exonérations fiscales). Des mesures sont également prises pour améliorer les services qui doivent aider à rapprocher l'offre et la demande de travail sur «des marchés du travail». Un «traitement social», à durée limitée, sous forme d'allocations chômage, est octroyé en attendant que les marchés du travail s'équilibrent. Face à des résultats mitigés, beaucoup doutent de l'efficacité de telles thérapies. Un homme politique résumait ce scepticisme en avançant : «On a tout essayé !»

- Dans tous les pays de la région arabe, ce phénomène a constitué un ingrédient qui a mis le feu aux poudres, même s'il est loin d'être l'unique cause des incendies en cours. Les chômeurs diplômés étant, dans tous les cas, les principaux acteurs de ces révoltes ou révolutions. En effet et depuis plusieurs décennies, ce chômage des diplômés atteint dans tous nos pays une ampleur incomparable avec celui qui touche les pays développés. Le résultat de ce chômage de masse se traduit partout dans tous les pays de la rive sud de la Méditerranée :

- i) par une excroissance de ce qu'on appelle le «secteur informel», des activités de survie, qui abrite autour de 50% de «la population active» ;
- ii) par des poussées à l'émigration «illégal» ;
- iii) par «la fuite de cerveaux».

Sous toutes ces formes, c'est du grand gaspillage de la ressource humaine formée. Un bien piètre «retour sur investissement» des sommes considérables investies dans l'éducation et les enseignements depuis les indépendances.

## Que faire pour sortir de ce désastre ?

La transposition des politiques pratiquées au Nord, appliquées à nos pays, est inopérante ; d'abord parce que comme perçu plus haut, elles sont loin d'emporter l'adhésion dans leurs propres pays. C'est l'ampleur prise par le phénomène ici qui appelle surtout d'explorer d'autres solu-

tions. En effet, aux millions de chômeurs actuellement en «stock» s'ajoutent chaque année des centaines de milliers qui «sortent» ou sont rejetés par des universités et autres systèmes d'éducation ou de formation. Les économies ne peuvent employer qu'une infime minorité d'entre eux, malgré des «performances» (taux de croissance) souvent «triomphalement» annoncées. L'économie algérienne étant sans doute le cas le plus caricatural de la déconnexion entre le PIB et les créations d'emplois. Dominant l'économie à hauteur de 50% dans le PIB, les hydrocarbures sont exportés à 98%. Mais n'engendrent que 3% de l'emploi global. L'économie égyptienne, par un autre exemple, est également composée par quelques «blocs», tourisme, redevances du Canal de Suez, pétrole-gaz, sans liens entre ces branches, qualifiées chacune «d'économies de rente» ou «financiarisées», aux capacités d'embauche bien limitées. Autre cas l'économie tunisienne, malgré des efforts de diversification dans des PME (textile, agroalimentaire), est surtout tiré par le tourisme, qui crée des emplois, mais surtout des emplois peu qualifiés.

Toutes ces économies apparaissent mal orientées pour créer des emplois en nombre et en qualité qu'exigent les besoins actuels ou prévisibles.

Il s'agit en conséquence d'une question relevant d'un problème structurel.

Même en simplifiant un peu, les structures économiques actuelles de toutes ces économies du sud de la Méditerranée ne sont pas fondamentalement différentes des «économies de comptoir». Ce modèle du «pacte colonial» entendait maintenir les économies colonisées, sans industrialisation, pour les réserver comme débouchés aux produits industriels des «métropoles» ; et les excédents de main-d'œuvre des pays du sud ne pouvant pas trouver de travail localement, parce que sans industries, sont exportés en masse pour faire tourner les usines du Nord.

## A-t-on fondamentalement modifié cette division internationale du travail ?

Au lendemain des indépendances, les stratégies de développement recommandées mettaient très fortement l'accent sur l'impératif de l'industrialisation par des «pôles» d'industrialisation entraînants, capables précisément d'insuffler une croissance économique, auto-entretenu, durable, pour faire face aux immenses besoins sociaux de populations à forte croissance démographique. Des économistes de renom affirmaient que «sans industrialisation, les pays pauvres ne seraient jamais développés» (Raul Prebisch).

En Algérie «une amorce de l'intégration économique» était un objectif central de la Stratégie Globale du Développement de 1966, axée précisément sur la création auto-entretenu d'emplois, qui a été la référence des premiers plans de 1967 à 1977. En Égypte, une industrialisation auto-centrée a également été tentée dans les années 1950 qui a fait émerger une classe moyenne, («sans appauvrir les couches populaires», ajoute Samir Amin, depuis Dakar, lors du Sommet Mondial Social en Janvier 2011).

Dans les décennies suivantes, l'Infitah, «politique de la porte ouverte», se traduisait en économie par un appel à l'«investissement direct des étrangers», les IDE, en remplacement de la politique auto-centrée d'industrialisation en Égypte. En Algérie cette politique d'industrialisation mise en œuvre par les premiers plans a aussi été avortée. Elle a été dévoyée par rapport à sa trajectoire initiale (voir «Les transformations économiques de l'Algérie au 20<sup>e</sup> anniversaire» 1982<sup>e</sup>). «La décennie noire», marquée par la double crise financière et sécuritaire, a poussé à l'abandon de la

Par Mahmoud Ourabah,  
consultant en économie du développement

politique de développement auto-centrée. Elle a été remplacée également par un appel aux IDE. Dans tous les pays du sud de la Méditerranée, ces IDE ont peu répondu aux appels. Ils ont été très peu créateurs d'emplois.

Il est bien évident que la formule citée plus haut est toujours d'actualité : «sans industrialisation, il ne peut y avoir de développement» ; et pas de création d'emplois de qualité. Sans industrialisation, où iront travailler toutes ces cohortes de diplômés ?

C'est à cette génération de «chômeurs diplômés» qui a étonné le monde entier de relever elle-même le défi du développement. Après des décennies d'anesthésie des peuples du Sud par les mirages de l'«économie casino» ou de la «financiarisation», orientation dominante de la mondialisation en cours.

C'est à nos universités, après avoir accompli leur propre révolution, de s'impliquer pleinement dans la recherche-développement, pour créer une nouvelle économie qui soit axée en priorité à la promotion de l'emploi de qualité, et à la satisfaction des besoins de base des peuples. Ce qui est possible en misant sur la valorisation des immenses potentiels de la région.

Au lieu par exemple de placer des fruits de ce potentiel (pétrodollars) à alimenter des fonds spéculatifs (hugobonds) qui ont notamment contribué très récemment à faire flamber les cours des produits agricoles, dont la région est fortement importatrice.

C'est un Mais pour être dans la compétition de la mondialisation de la production, des regroupements des économies nationales, devenues trop étroites, sont indispensables pour que ces industries à créer soient viables.

Exemples de nouvelles zones économiques homogènes à édifier par étapes suivant les logiques de la géographie et de l'histoire : Maghreb, Magreb-Sahel, Magreb-Machrek. Il est indispensable de faire adhérer les peuples à ces regroupements. Utopie ? Peut-être, mais il n'est pas interdit de rêver que cette génération qui a déblayé le terrain, en faisant «dégager» aussi vite des kleptocrates réputés indébouillonnables, saura trouver de nouvelles solidarités qui ont tant manqué à leurs aînés. Ces regroupements d'économies doivent s'effectuer, non pas selon des «zones de libre-échange» (échanger des misères !), mais de «grands projets» à édifier en commun.

Des projets créateurs d'emplois articulés sur la sauvegarde et la valorisation des ressources de l'environnement naturel, de la Méditerranée et du Sahara ; par illustrations : des projets autour de la maîtrise de l'eau, source de vie qui se raréfie dangereusement, de la dépollution de la Méditerranée, devenue «une vaste poubelle», de la réhabilitation des paysanneries ; en bref, initier les grands projets qui constitueront les soubassements solides d'une future économie productive.

Tous ces grands projets sont potentiellement porteurs en aval et en amont d'une myriade de PME réputées fortement intensives en emplois de qualité. A ces conditions politiques préalables (l'adhésion des peuples), ces sous-ensembles économiques homogènes peuvent alors, et alors seulement, s'ouvrir à des partenariats euroméditerranéens ou euro-africains crédibles, c'est-à-dire «gagnant-gagnant» en termes de création d'emplois.

Et apporter ainsi une réponse sérieuse à ce mal du siècle du chômage de diplômés qui frappe au Sud comme au Nord.

M. O.  
mouraba@orange.fr